



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 54.411/2  
du 2 décembre 2013

advies 54.411/2  
van 2 december 2013

sur

over

un avant-projet de loi  
‘modifiant la loi du  
2 août 2002 relative à la  
surveillance du secteur  
financier et aux services  
financiers, pour ce qui est de  
l’organisation et du  
fonctionnement de la FSMA’

een voorontwerp van wet ‘tot  
wijziging van de wet van  
2 augustus 2002 betreffende  
het toezicht op de financiële  
sector en de financiële  
diensten, wat de organisatie en  
de werking van de FSMA  
betreft’

Le 4 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, pour ce qui est de l'organisation et du fonctionnement de la FSMA'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 décembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 décembre 2013.

\*

Op 4 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, wat de organisatie en de werking van de FSMA betreft'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 december 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 december 2013.

\*

### FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ne ressort d'aucune des pièces communiquées au Conseil d'État que l'examen préalable de la nécessité de procéder à une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/1 de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' a bien été réalisé sur l'avant-projet.

Si ce n'est chose faite, cet examen préalable devra donc encore être accompli, ainsi que, s'il y a lieu, l'évaluation d'incidence subséquente, avant que le projet de loi ne soit déposé devant la Chambre des représentants <sup>1</sup>.

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'avant-projet de loi a notamment pour objet la suppression de la fonction de secrétaire général de la FSMA.

Il est prévu par l'avant-projet, notamment par l'article 70 de la loi du 2 août 2002 <sup>2</sup>, tel que modifié par l'article 10 de l'avant-projet, que la fonction d'auditeur chargé de l'enquête préalable à l'imposition éventuelle d'une amende administrative, exercée actuellement *qualitate qua* par le secrétaire général de la FSMA en vertu du paragraphe 5 de l'article 51 de cette loi, abrogé par l'avant-projet, serait désormais exercée par un auditeur et un auditeur adjoint spécialement désignés à ces fonctions parmi les membres du personnel de la FSMA par le comité de direction sur la base de l'article 70, § 3, de la loi précitée du 2 août 2002, en projet à l'article 10, 4°.

Il résulte de l'article 54, § 2, de la même loi, en projet à l'article 8, que ses autres fonctions actuelles seraient désormais assumées « , sous l'autorité collégiale du comité de direction » par « [l]e président et les membres du comité de direction », lesquels assureraient chacun « la direction d'un ou plusieurs services de la FSMA ». L'article 23 de l'avant-projet dispose en ce sens que « [l]es missions du secrétaire général de la FSMA visées à l'article 51 de la loi sont assumées par les membres respectifs du comité de direction ».

Ce seraient l'auditeur et l'auditeur adjoint qui, en vertu de l'article 70, § 1bis, alinéa 1<sup>er</sup>, seconde phrase, de la loi précitée du 2 août 2002, en projet à l'article 10, 2°, désigneraient seuls les membres du personnel de la FSMA destiné à les assister dans leurs fonctions.

En vue de donner une information complète au Parlement, l'exposé des motifs gagnerait à expliquer la manière dont seront mises en œuvre les missions d'organisation générale de la FSMA, en ce compris celles à caractère transversal à ses différents services et particulièrement en ce qui concerne la gestion quotidienne de ces missions.

---

<sup>1</sup> Article 19/3, 1°, de la loi précitée du 5 mai 1997.

<sup>2</sup> Loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers'.

S'agissant plus spécifiquement des membres du personnel destiné à assister l'auditeur et l'auditeur adjoint dans leurs fonctions, l'article 70, § 1bis, alinéa 1<sup>er</sup>, seconde phrase, de la loi précitée du 2 août 2002, en projet à l'article 10, 2°, prévoit leur désignation par les seuls auditeur et auditeur adjoint au sein du personnel de la FSMA. L'exposé des motifs gagnerait à préciser la mise en œuvre de ce principe de manière à garantir que l'ensemble des fonctions de la FSMA soient assurées.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### DISPOSITIF

#### Article 3

1. L'article 48, § 1<sup>ter</sup>, alinéa 3, en projet ne précise pas la fréquence d'établissement du rapport que le comité d'audit est tenu de remettre au conseil de surveillance, alors que l'actuel article 48, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, de la loi précitée du 2 août 2002, abrogé par l'article 3, 6°, de l'avant-projet, prévoit une fréquence annuelle à ce sujet.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de se prononcer sur ce point et d'amender le texte en fonction de ses intentions.

2. Le 9°, deuxième tiret, supprime la cinquième phrase de l'article 48, § 3, de la loi précitée du 2 août 2002 ; cette phrase est rédigée comme suit : « En cas de partage des voix, la voix du président du conseil de surveillance est prépondérante ».

La question se pose de savoir comment se règle le cas où il y a partage des voix. Si, comme l'énonce pour le comité de direction l'article 49, § 7, alinéa 4, *in fine*, de la même loi, en projet à l'article 4, l'intention consiste à prévoir pour le conseil de surveillance qu'« [e]n cas de partage des voix concernant un point à l'ordre du jour, la proposition de décision concernée est censée être rejetée », pareil dispositif doit être expressément inséré à l'article 48, § 3, sauf à maintenir la voix prépondérante du président ou un autre mécanisme permettant de dégager les conditions objectives d'adoption d'une décision.

#### Article 4

1. Il conviendrait de définir, comme dans l'exposé des motifs, la notion de « prise de position nouvelle » (par exemple, dans l'article 49, § 7, alinéa 5, en projet à l'article 4, qui définit la notion de « membre compétent », ou dans un alinéa 6 nouveau).

2. Le comité de direction ne comptant que quatre membres, il convient de préciser la portée des mots « et hormis l'accord des membres absents »<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Selon l'article 49, § 7, alinéa 3, en projet, « en ce qui concerne les dossiers qui requièrent une prise de position nouvelle et hormis l'accord des membres absents, le comité de direction ne peut statuer que lorsqu'au moins trois de ses membres sont présents ».

Le mot « hormis » doit-il être remplacé par « sous réserve de » ou « sauf » (« behoudens » dans la version néerlandaise) ?

L'accord des (deux) membres absents permet-il vraiment au comité de statuer avec deux membres présents ? Comment concilier cette première phrase de l'alinéa 3 en projet avec la seconde, qui évoque l'hypothèse où le *quorum* n'est pas atteint ? Dans ce cas, « le comité de direction peut encore valablement délibérer lorsque deux de ses membres sont présents, dont le membre compétent », après avoir été convoqué à une seconde réunion, qui a lieu le deuxième jour ouvrable suivant la première.

Cette observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 49, § 7, alinéa 4, en projet (« Hormis le cas d'extrême urgence et hormis l'accord du membre absent... »).

3. Dans la seconde phrase de l'article 49, § 7, alinéa 3, en projet, les mots « une seconde fois » sont inutiles.

### Article 23

L'article 23 de l'avant-projet ne devrait pas faire l'objet d'une disposition autonome mais être rapatriée au sein de la loi précitée du 2 août 2002, par exemple sous l'article 54, § 2, en projet, lui aussi revu. Il ne peut certainement plus être fait référence à l'article 51 de cette dernière loi, cette disposition étant abrogée par l'article 5 de l'avant-projet.

### OBSERVATIONS FINALES

1. L'avant-projet présente de nombreuses déficiences sur le plan légistique. Les exemples suivants peuvent en être donnés :

- à l'article 3, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, il y a lieu de mentionner le « paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, » et, au 5<sup>o</sup>, le « paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, » ;

- à l'article 3, 3<sup>o</sup>, c'est un « 5<sup>o</sup>*bis* », et non un « 5*bis* » qu'il convient d'insérer ;

- à l'article 3, 4<sup>o</sup>, il y a lieu d'omettre les crochets qui entourent le mot « efficient » dans la version française ;

- à l'article 3, 8<sup>o</sup>, le texte en projet doit être précédé de la mention « § 1<sup>er</sup>*quater* .» et, dans ce nouveau paragraphe, il faut écrire « les matières visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, » ;

- à l'article 4, le texte en projet doit être précédé de la mention « § 7. » ;

- dans les articles 5 à 21, il convient de préciser que les articles concernés sont ceux « de la même loi », ainsi qu'il est procédé aux articles 3 et 4 ; ceci vaut aussi pour la mention des articles de la loi précitée du 2 août 2002 dans les dispositions transitoires du chapitre III ;

- à l'article 8, le texte en projet doit être précédé de la mention « Art. 54. » ;

- à l'article 10, le texte en projet au 1<sup>o</sup> doit être précédé de la mention « § 1<sup>er</sup>. » et celui en projet au 4<sup>o</sup> par « § 3. » ;

- au 3<sup>o</sup> du même article 10, chacune des trois modifications doit être introduite par une sous-subdivision séparée du 3<sup>o</sup> ;

- à l'article 11, le texte en projet au 1<sup>o</sup> doit être précédé de la mention « § 1<sup>er</sup>. » ;

- les articles 17 et 18 font défaut, de sorte qu'il y a lieu de renuméroter les suivants en conséquence ;

- au début de l'article 20, il faut écrire « Dans l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, ... ».

Il est renvoyé sur les questions de légistique au *Guide* disponible sur le site internet du Conseil d'État <sup>4</sup>.

2. Le texte français doit également être revu quant à sa qualité rédactionnelle.

Les déficiences suivantes peuvent être mentionnées à titre d'exemple :

- à l'article 48, § 1<sup>bis</sup>, de la loi précitée du 2 août 2002, en projet à l'article 3, 5<sup>o</sup>, il faut écrire « la mission » et « visée » ;

- au 6<sup>o</sup> du même article 3 de l'avant-projet, l'article « le » doit précéder le mot « paragraphe » ;

- à la phrase liminaire de l'article 48, § 1<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet à l'article 3, 7<sup>o</sup>, il faut écrire « visé » ;

- à l'article 48, § 1<sup>quater</sup>, en projet à l'article 3, 8<sup>o</sup>, il faut écrire « visées » ;

- à l'article 54, § 2, alinéa 2, en projet à l'article 8, la seconde phrase (« L'auditeur interne rapport directement... ») doit être revue ;

- à l'article 70, § 3, en projet à l'article 10, 4<sup>o</sup>, un point doit séparer les deux phrases.

\*

---

<sup>4</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative ».

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit geen enkel van de aan de Raad van State overgezonden stukken blijkt dat het voorafgaande onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling in de zin van artikel 19/1 van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' uit te voeren wel degelijk heeft plaatsgehad met betrekking tot het voorontwerp.

Indien dit niet is geschied, moet dus nog worden overgegaan tot dit voorafgaande onderzoek en indien nodig, tot de daaropvolgende effectbeoordeling, voordat het wetsontwerp wordt ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers<sup>1</sup>.

### ALGEMENE OPMERKINGEN

Het voorontwerp van wet strekt inzonderheid tot de opheffing van de functie van secretaris-generaal van de FSMA.

Het voorontwerp, inzonderheid artikel 70 van de wet van 2 augustus 2002<sup>2</sup>, zoals die bepaling gewijzigd wordt bij artikel 10 van het voorontwerp, bepaalt dat de functie van auditeur belast met het onderzoek dat eventueel kan leiden tot het opleggen van een administratieve geldboete, die momenteel *qualitate qua* wordt uitgeoefend door de secretaris-generaal van de FSMA, krachtens artikel 51, § 5, van die wet welke bepaling bij het voorontwerp opgeheven wordt, voortaan uitgeoefend wordt door een auditeur en een adjunct-auditeur die door het directiecomité speciaal in die functie aangesteld worden onder de personeelsleden van de FSMA, overeenkomstig het ontworpen artikel 70, § 3, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 (artikel 10, 4°, van het ontwerp).

Uit het ontworpen artikel 54, § 2, van dezelfde wet (artikel 8 van het ontwerp blijkt dat zijn overige huidige functies voortaan "onder het collegiale gezag van het directiecomité" uitgeoefend zouden worden door "[d]e voorzitter en de leden van het directiecomité", die elk "de leiding [...] van een of meerdere diensten van de FSMA" zouden waarnemen. Artikel 23 van het voorontwerp bepaalt in die zin dat "[d]e opdrachten van de secretaris-generaal bedoeld in artikel 51 van de wet worden opgenomen door de respectieve leden van het directiecomité van de FSMA".

Krachtens het ontworpen artikel 70, § 1bis, eerste lid, tweede zin, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, (artikel 10, 2°, van het ontwerp) wijzen alleen de auditeur en de adjunct-auditeur de personeelsleden van de FSMA aan die hen moeten bijstaan in hun functies.

2. Teneinde het Parlement volledig in te lichten, zou in de memorie van toelichting moeten worden uitgelegd op welke wijze de taken met betrekking tot de algemene organisatie van de FSMA uitgevoerd zullen worden, met inbegrip van de taken die tegelijk betrekking

---

<sup>1</sup> Artikel 19/3, 1°, van de voornoemde wet van 5 mei 1997.

<sup>2</sup> Wet van 2 augustus 2002 'betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten'.

hebben op de verschillende diensten ervan en meer in het bijzonder op het dagelijks beheer van die taken.

Wat meer specifiek de personeelsleden betreft die de auditeur en de adjunct-auditeur moeten bijstaan in hun functies, bepaalt het ontworpen artikel 70, § 1*bis*, eerste lid, tweede zin, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 (artikel 10, 2°, van het ontwerp) dat die alleen door de auditeur en adjunct-auditeur aangewezen worden onder het personeel van de FSMA. Het verdient aanbeveling om in de memorie van toelichting te verduidelijken hoe dat principe toegepast zal worden zodat alle functies binnen de FSMA vervuld zijn.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### DISPOSITIEF

#### Artikel 3

1. In het ontworpen artikel 48, § 1*ter*, derde lid, wordt niet verduidelijkt om de hoeveel tijd het auditcomité het verslag moet opstellen dat het aan de raad van toezicht dient te bezorgen, terwijl het huidige artikel 48, § 1, zesde lid, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, dat opgeheven wordt bij artikel 3, 6°, van het voorontwerp, dienaangaande gewag maakt van een jaarlijkse frequentie.

De steller van het voorontwerp dient zich over dat punt uit te spreken en de tekst naargelang van zijn bedoelingen te wijzigen.

2. Bij onderdeel 9°, tweede streepje, wordt de vijfde zin van artikel 48, § 3, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 geschrapt; die zin is gesteld als volgt: “Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter van de raad van toezicht doorslaggevend”.

De vraag rijst hoe het geval wordt geregeld waarin zich staking van stemmen voordoet. Als het, zoals voor het directiecomité wordt bepaald in het ontworpen artikel 49, § 7, vierde lid, *in fine*, van dezelfde wet (artikel 4 van het ontwerp), de bedoeling is voor de raad van toezicht te bepalen dat “[i]n geval van staking van stemmen over een bepaald agendapunt, [...] het betreffende voorstel van beslissing [wordt] geacht niet te zijn aangenomen”, dan moet die bepaling uitdrukkelijk worden ingevoegd in artikel 48, § 3, tenzij de doorslaggevende stem van de voorzitter wordt behouden of voorzien wordt in een ander mechanisme ter bepaling van de objectieve voorwaarden voor het nemen van een beslissing.

#### Artikel 4

1. Net zoals in de memorie van toelichting, zou het begrip “nieuwe stellingname” gedefinieerd moeten worden (bijvoorbeeld in het ontworpen artikel 49, § 7, vijfde lid, [artikel 4 van het ontwerp], waarin het begrip “bevoegd lid” gedefinieerd wordt, ofwel in een nieuw zesde lid).

2. Aangezien het directiecomité maar vier leden telt, dient de strekking te worden verduidelijkt van de woorden “en behoudens akkoord van de afwezige leden”.<sup>3</sup>

De vraag rijst of het woord “hormis” niet vervangen dient te worden door “sous réserve de” of “sauf” (“behoudens” in de Nederlandse tekst).

Ook is het de vraag of het akkoord van de (twee) afwezige leden het voor het comité werkelijk mogelijk maakt te beslissen met twee aanwezige leden? Hoe kan die eerste zin van het ontworpen derde lid in overeenstemming worden gebracht met de tweede, waarin gewag wordt gemaakt van het geval waarin het *quorum* niet is bereikt? Dan “kan het directiecomité alsnog geldig beraadslagen met [ten minste] twee aanwezige leden waaronder het bevoegde lid van het directiecomité”, nadat het samengeroepen is voor een tweede vergadering, die plaatsvindt op de tweede werkdag volgend op de eerste vergadering.

Die opmerking geldt, *mutatis mutandis*, eveneens voor het ontworpen artikel 49, § 7, vierde lid (“Behoudens in geval van hoogdringendheid en behoudens het akkoord van het afwezige lid...”).

3. In de tweede zin van het ontworpen artikel 49, § 7, derde lid, zijn de woorden “een tweede maal” overbodig.

### Artikel 23

Artikel 23 van het voorontwerp zou geen op zichzelf staande bepaling mogen zijn maar zou moeten worden ondergebracht in de voornoemde wet van 2 augustus 2002, bijvoorbeeld in het ontworpen artikel 54, § 2, dat eveneens herzien behoort te worden. In geen geval mag nog verwezen worden naar artikel 51 van die wet, aangezien die bepaling opgeheven wordt bij artikel 5 van het voorontwerp.

### SLOTOPMERKINGEN

1. Het voorontwerp vertoont talrijke tekortkomingen op wetgevingstechnisch vlak. Daarvan kunnen de volgende voorbeelden gegeven worden:

- in artikel 3, 1° tot 4°, dient te worden vermeld “§ 1, eerste lid,” en in artikel 3, 5°, “§ 1, tweede lid,”;

- in artikel 3, 3°, dient een bepaling onder “5°*bis*” ingevoegd te worden en niet een “5*bis*”;

- in artikel 3, 4°, dienen in de Franse tekst de vierkante haakjes weggelaten te worden waartussen het woord “efficient” staat;

---

<sup>3</sup> Volgens het ontworpen artikel 49, § 7, derde lid, kan het directiecomité “voor wat betreft de dossiers die een nieuwe stellingname noodzakken en behoudens akkoord van de afwezige leden, [...] slechts geldig beslissen indien ten minste drie leden aanwezig zijn”.

- in artikel 3, 8°, dient de ontworpen tekst te worden voorafgegaan door de vermelding “§ 1<sup>quater</sup>.” en in die nieuwe paragraaf dient geschreven te worden “de aangelegenheden bedoeld in paragraaf 1, 7°,”;

- in artikel 4 dient de ontworpen tekst voorafgegaan te worden door de vermelding “§ 7.”;

- in de artikelen 5 tot 21 dient verduidelijkt te worden dat de betrokken artikelen die zijn “van dezelfde wet”, zoals dat wordt gedaan in de artikelen 3 en 4; dat geldt eveneens voor de vermelding van de artikelen van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 in de overgangsbepalingen van hoofdstuk III;

- in artikel 8 dient de ontworpen tekst te worden voorafgegaan door de vermelding “Art. 54.”;

- in artikel 10 dient de ontworpen tekst onder 1° te worden voorafgegaan door de vermelding “§ 1.” en die onder 4° door de vermelding “§ 3.”;

- onder 3° van hetzelfde artikel 10 dient elk van de drie wijzigingen te worden ingeleid door een afzonderlijke onderverdeling van de bepaling onder 3°;

- in artikel 11 dient de ontworpen tekst onder 1° te worden voorafgegaan door de vermelding “§ 1.”;

- het ontwerp bevat geen artikelen 17 en 18 zodat de artikelen 19 en volgende dienovereenkomstig behoren te worden vernummerd;

- vooraan in artikel 20 dient geschreven te worden “In artikel 84, § 1, eerste en derde lid, ...”.

Wat betreft de wetgevingstechnische kwesties wordt verwezen naar de *Handleiding* die geraadpleegd kan worden op de website van de Raad van State.<sup>4</sup>

2. De Franse tekst dient ook op redactioneel vlak herzien te worden.

Bij wijze van voorbeeld kunnen de volgende tekortkomingen vermeld worden:

- in het ontworpen artikel 48, § 1<sup>bis</sup>, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002, (artikel 3, 5°, van het ontwerp) dient geschreven te worden “la mission” en “visée”;

- onder 6° van hetzelfde artikel 3 van het voorontwerp, dient het lidwoord “le” vooraf te gaan aan het woord “paragraphe”;

- in de inleidende zin van het ontworpen artikel 48, § 1<sup>ter</sup>, eerste lid, (artikel 3, 7°, van het ontwerp) dient geschreven te worden “visé”;

---

<sup>4</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tabblad “Wetgevingstechniek”.

- in het ontworpen artikel 48, § 1<sup>quater</sup>, (artikel 3, 8°, van het ontwerp) dient geschreven te worden “visées”;

- in het ontworpen artikel 54, § 2, tweede lid, (artikel 8 van het ontwerp) dient de tweede zin (“L’auditeur interne rapport directement...”) herzien te worden;

- in het ontworpen artikel 70, § 3, (artikel 10, 4°, van het ontwerp) dient er een punt geplaatst te worden tussen de twee zinnen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS